3 février 1995, Québec

Conférence de presse

Mesdames messieurs les présidentes et présidents,

Mesdames messieurs les vice-présidentes et vice-présidents,

Mesdames messieurs les commissaires,

Surtout, chères Québécoises, chers Québécois,

Je dis « surtout », parce que vous êtes, ici, les représentants du Québec. Du Québec de toutes les régions, bien sûr, mais aussi du Québec de toutes les vocations, de toutes les professions. Il y a parmi vous une infirmière et un ingénieur. Un sociologue et un producteur laitier. Une conductrice d'autobus et un recteur d'université. Des gens d'affaires et des militants syndicaux.

Certains d'entre vous travaillent dans des mairies, d'autres dans des églises. Dans des prisons, et dans des écoles. Dans des Caisses pop, et dans des organismes communautaires. Je ne saurais les mentionner tous: vous représentez au-delà de 70 activités, et un nombre encore plus grand de villes, de villages et de quartiers. Il y a parmi vous des citoyens qui n'ont jamais connu l'action politique. D'autres qui s'y sont engagés depuis des décennies. Il y a parmi vous un ancien député de l'Union nationale, je vous laisse deviner lequel. Il y a aussi d'anciens militants et d'anciens députés et ministres du Parti libéral du Québec, du Parti libéral du Canada, du Parti conservateur. Ils travailleront côte-à-côte avec des représentants du Parti québécois, des représentants de l'Action démocratique et de son chef, M. Mario Dumont dont je salue la présence avec nous ce soir, et des représentants du Bloc québécois de M. Lucien Bouchard, qui nous écoute sans doute en ce moment, et auquel je transmets nos meilleurs vœux. Vous représentez donc la plus diverse et la plus formidable conjonction d'énergies et de bonne volonté que le Québec ait jamais réunis en un même moment. Et vous avez accepté la plus formidable tâche qui pouvait être confiée à un groupe de femmes et d'hommes. Il s'agit de la vie et de l'avenir de tout un peuple. Il s'agit de faire en sorte que tout le monde ait son mot à dire sur la définition de ce que serait le pays du Québec. Votre première tâche sera d'écouter ce que nos concitoyens ont à dire. Les Québécois ont des espoirs, et ils ont des craintes. Ils ont des questions à poser, et ils ont des solutions à proposer. Et lorsque je dis « les Québécois », je ne veux pas dire seulement les grandes organisations qui se présenteront avec des mémoires bien structurés. Non. Je parle en particulier des Québécoises et des Québécois qui travaillent ou veulent travailler, qui étudient ou veulent étudier, qui sont retraités ou chefs de famille, et qui veulent, à titre individuel, venir devant vous vous faire part d'une suggestion, exprimer une inquiétude, formuler un vœu. Les commissions seront des lieux de parole, accessibles et amicaux, et je sais que vous avez beaucoup œuvré pour que vos réunions soient ouvertes à la participation spontanée la plus large possible. Un citoyen pourra venir parler au micro, présenter son point de vue sans autre forme d'introduction. Car vous avez voulu que personne ne soit exclu, que personne ne se sente de trop. L'avenir du Québec n'appartient pas qu'aux spécialistes du droit ou de l'économie. Il appartient à ceux qui vivent le Québec au quotidien, à l'usine, à la maison, au bureau, sur le chantier et à la ferme. Le décret que je

viens de vous remettre est d'ailleurs limpide. Vous devez entendre les citoyens ou les groupes qui voudront s'exprimer sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec, sur l'opportunité de réaliser la souveraineté ou sur toute autre façon de concevoir l'avenir du Québec proposé par un des partis officiellement représentés au sein des commissions. Chaque article de l'avant-projet de loi sur la souveraineté, en particulier, est une porte ouverte sur un grand débat. Vous devrez pousser cette porte, et discuter, au-delà, les choix qui s'offriront aux Québécois s'ils décident de prendre en main toutes leurs décisions. Car voilà le grand avantage de la souveraineté: enfin sorti de l'actuel cadre figé et inflexible, toutes sortes d'avenues s'ouvriront enfin sur des sujets qui nous étaients jusqu'à maintenant interdits. En un sens, vous êtes des explorateurs. Vous allez explorer l'avenir du Québec. Votre seconde tâche sera de favoriser les consensus à travers les milliers de propositions qui vous seront faites. Puis de faire rapport, dans vos régions, sur chacun des éléments de votre mandat, et au premier chef sur les modifications que vous proposez aux articles de l'avant-projet de loi. Vous allez aussi faire la synthèse des principes et des thèmes que les Québécois voudront inscrire dans la déclaration de souveraineté. Vous allez aussi relayer la richesse des témoignages entendus et de vos débats sur des questions aussi importantes que la décentralisation des pouvoirs et des ressources dans un Québec souverain, ou encore ce que vous reprenez et ce que vous pensez des débats sur le libellé de la question référendaire.

Je vous l'ai dit tout à l'heure et c'est un grand défi que vous relevez à compter d'aujourd'hui. En même temps, c'est un grand message que vous envoyez. Par votre présence ici, vous portez un dur coup au cynisme ambiant. Ce n'est pas vrai, que le civisme a disparu. Ce n'est pas vrai, que les citoyens ne s'intéressent plus à l'engagement social et politique. Ce n'est pas vrai que tout est pourri et qu'il n'y a rien à faire.

C'est à la mode, ces temps-ci d'être ironique et blasé. Pourtant vous êtes là, vous tous, ni ironiques, ni blasés. Bénévoles, plutôt, prêts à consacrer un mois de votre temps à sacrifier une partie de vos revenus et de votre vie familiale et presque tous vos loisirs, à un enjeu qui en vaut la peine. Dois-je vous dire que j'ai de l'admiration pour ce que vous faites? Et il me fait d'autant plus plaisir de vous recevoir au Salon rouge de l'Assemblée nationale, dans ce lieu de la démocratie québécoise. Car c'est bien de démocratie qu'il s'agit. Vous le savez comme moi, ces dernières années, le lien de confiance entre le gouvernement et les citoyens a été malmené. Et mon gouvernement a promis de lui redonner sa solidité. Les commissions sur l'avenir du Québec sont notre contribution à l'approfondissement de la vie démocratique au Québec. Avec vous à compter d'aujourd'hui, nous inventons quelque chose. Nous donnons vie à une expérience de démocratie directe dont, bien humblement, nous ne connaissons aucun équivalent. Et si nous voulons que les Québécoises et les Québécois fassent à nouveau confiance à leur gouvernement, il nous faut d'abord prouver que nous faisons confiance aux citoyens. le «lien de confiance» n'est pas un sens unique. Or jamais, avant aujourd'hui, un gouvernement n'a mis le sort de son principal projet, de sa raison d'être, entre les mains des citoyens que vous êtes.

Jamais, avant aujourd'hui, un gouvernement n'a placé ses représentants élus en position minoritaire dans des commissions comme les vôtres. Tout est nouveau dans ce que nous entreprenons aujourd'hui. Des dizaines de milliers de Québécois seront appelés, grâce à vous, à être leurs propres députés, car ils pourront proposer des amendements à un avant-projet de loi. Leurs propositions reviendront ici, à l'Assemblée nationale, avant que le texte

modifié soit soumis à nouveau à leur verdict, lors du référendum. Nous effectuons donc un mariage entre le parlementarisme et la participation populaire, nous voulons ouvrir les canaux du dialogue entre les électeurs et leurs élus, sur le sujet le plus important qui soit. Ce soir, mesdames et messieurs, vous ouvrez un nouveau chapitre de l'histoire du Québec. Vous faites honneur au Québec d'aujourd'hui et vous ouvrez la voie au Québec de demain.

Je vous en remercie.